

Sur la proposition et de Notre Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation, de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

« opérateur mobile » : opérateur de services téléphoniques accessibles au public sur un réseau de communications électroniques mobile.

Art. 2. Les opérateurs mobiles fournissent lors de chaque appel d'urgence adressé aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police, à la demande de celles-ci, les données de localisation de l'appel d'urgence, de manière électronique automatique et en temps réel.

Les opérateurs mobiles proposent ensemble une solution technique unique pour la fourniture des données de localisation des appels d'urgence adressés aux centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police au plus tard trois mois après la publication du présent arrêté. Le format électronique de ces données de localisation doit être compatible avec les systèmes des centrales de gestion du service médical d'urgence et des services de police.

Il est permis aux opérateurs mobiles de confier la réalisation de la solution technique visée à une tierce partie.

Art. 3. Les opérateurs mobiles mettent l'obligation imposée à l'article 2, 1^{er} alinéa, à exécution au plus tard le premier jour du treizième mois qui suit la publication du présent arrêté.

Art. 4. Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget
et de la Protection de la Consommation,
F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur
et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en van Consumentenzaken en Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:
« mobiele operator »: operator van openbare telefoondiensten aangeboden op een mobiel elektronische-communicatienetwerk.

Art. 2. De mobiele operatoren leveren bij elke noodoproep gericht aan de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten op vraag van deze, op automatische elektronische wijze en in werkelijke tijd de locatiegegevens van de noodoproep.

De mobiele operatoren stellen uiterlijk drie maanden na publicatie van dit besluit gezamenlijk één enkele technische oplossing voor voor het aanleveren van de locatiegegevens van noodoproepen gericht aan de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten. Het elektronische formaat van deze locatiegegevens dient verenigbaar te zijn met de systemen van de beheerscentrales van de medische hulpdienst en van de politiediensten.

Het is de mobiele operatoren toegestaan het realiseren van de vermelde technische oplossing aan een derde partij uit te besteden.

Art. 3. De mobiele operatoren verwezenlijken de in artikel 2, eerste lid, opgelegde verplichting uiterlijk op de eerste dag van de dertiende maand volgend op de publicatie van dit besluit.

Art. 4. Onze Minister bevoegd voor elektronische communicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting
en van Consumentenzaken,
F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel
en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3036

[C — 2007/11222]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités de versement des contributions et des rétributions concernant le service universel des communications électroniques

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 92 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques consacre l'existence d'un fonds spécifiquement destiné au financement des différentes composantes du service universel en matière de communications électroniques, à l'exception de la composante sociale du service universel, qui est financée via un autre fonds prévu à l'article 74 de la même loi.

Conformément au paragraphe 5 du même article 92, le présent projet d'arrêté qui est soumis à Votre signature fixe les modalités concernant les versements des contributions au fonds et des rétributions aux prestataires d'une ou plusieurs des composantes du service universel des communications électroniques.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article premier n'appelle aucun commentaire.

L'article 2 fixe au 30 novembre de l'année suivant l'année de prestation la date à laquelle le fonds communiquera au plus tard à chaque opérateur le montant net correspondant à la différence entre la contribution à laquelle celui-ci est tenu à l'égard du fonds et la rétribution à laquelle il peut prétendre de la part du fonds au titre de ses prestations de service universel effectuées durant l'année considérée.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3036

[C — 2007/11222]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de storting van de bijdragen en vergoedingen met betrekking tot de universele dienst inzake elektronische communicatie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 92 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bevestigt het bestaan van een fonds dat specifiek bestemd is voor de financiering van de verschillende elementen van de universele dienst inzake elektronische communicatie, met uitzondering van het sociale element van de universele dienst, dat gefinancierd wordt via een ander fonds waarin artikel 74 van dezelfde wet voorziet.

Overeenkomstig paragraaf 5 van datzelfde artikel 92, stelt het onderhavige ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, de nadere regels vast in verband met de stortingen van de bijdragen in het fonds en van de vergoedingen aan de aanbieders van een of meer elementen van de universele dienst inzake elektronische communicatie.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel een behoeft geen commentaar.

Artikel 2 stelt 30 november van het jaar dat volgt op het jaar van de verrichting vast als de uiterste datum waarop het fonds aan elke operator het nettobedrag zal meedelen dat overeenstemt met het verschil tussen de bijdrage die deze verschuldigd is aan het fonds en de vergoeding vanwege het fonds waarop hij aanspraak kan maken in het kader van zijn universeledienstverrichtingen tijdens het beschouwde jaar.

L'article 3 fixe le délai pour le versement au fonds, par les opérateurs concernés, du montant net positif dont ils sont redevables à l'égard du fonds. Les opérateurs concernés sont les opérateurs qui se sont vus notifier par le fonds un montant net positif établi en application de l'article 2, ce qui signifie que leur contribution au fonds excède la rétribution à laquelle ils peuvent prétendre au titre des prestations qu'ils ont effectuées durant l'année considérée.

L'article 4 fixe le délai pour le paiement des montants nets correspondant à des rétributions, soit les montants nets négatifs qui auront été notifiés aux opérateurs concernés conformément à l'article 2. Un montant net négatif signifie que la contribution à laquelle l'opérateur concerné est tenu est inférieure à la rétribution à laquelle celui-ci peut prétendre au titre des prestations de service universel effectuées par lui durant l'année considérée. La date ultime pour le paiement des montants nets est portée à un terme ultérieur à la date de paiement des contributions, ceci afin de permettre une meilleure fluidité dans le financement du fonds.

L'article 5 n'appelle pas de commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE
Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Avis 42.699/4 du 24 avril 2007
de la section de législation
du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 30 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « fixant les modalités de versement des contributions et des rétributions concernant le service universel des communications électroniques », a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

1. Comme l'indique l'Inspecteur des Finances, le projet à l'examen n'a pas d'incidence budgétaire. La mention de l'avis de l'Inspecteur des Finances et de l'accord du Ministre du Budget sera donc omise du préambule.

2. L'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications est requis en vertu de l'article 24 de l'annexe de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques. Un avis favorable a été donné par l'Institut le 29 mars 2007. Cet avis mentionne qu'il porte sur une version du texte en projet datée du 25 août 2006. S'il s'avère que cette version a fait l'objet de modifications après sa transmission à l'Institut, il appartient alors à l'auteur du projet de solliciter à nouveau l'avis de l'Institut sur le projet d'arrêté tel que modifié.

Artikel 3 stelt de termijn vast waarbinnen de betrokken operatoren aan het fonds het positieve nettobedrag moeten storten dat zij aan het fonds verschuldigd zijn. De betrokken operatoren zijn de operatoren aan wie het fonds een positief nettobedrag heeft meegedeeld dat vastgesteld is overeenkomstig artikel 2, hetgeen betekent dat hun bijdrage in het fonds hoger is dan de vergoeding waarop zij aanspraak kunnen maken in het kader van hun verrichtingen tijdens het beschouwde jaar.

Artikel 4 bepaalt de termijn voor de betaling van de nettobedragen die overeenstemmen met vergoedingen, dit zijn de negatieve nettobedragen die overeenkomstig artikel 2 aan de betrokken operatoren meegedeeld zullen zijn. Een negatief nettobedrag betekent dat de bijdrage die de betrokken operator verplicht is te leveren, lager is dan de vergoeding waarop hij aanspraak kan maken wegens zijn universeledienstverrichtingen gedurende het beschouwde jaar. De uiterste datum voor de betaling van de nettobedragen komt later dan de datum voor de betaling van de bijdragen, om een vlottere doorstroming mogelijk te maken in de financiering van het fonds.

Artikel 5 behoeft geen commentaar.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

Advies 42.699/4 van 24 april 2007
van de afdeling wetgeving
van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 30 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit « tot vaststelling van de nadere regels voor de storting van de bijdragen en vergoedingen met betrekking tot de universele dienst inzake elektronische communicatie », heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

1. De Inspecteur van Financiën wijst erop dat het onderzochte ontwerp geen budgettaire weerslag heeft. De vermelding van het advies van de Inspecteur van Financiën en van de akkoordbevinding van de Minister van Begroting moet dus uit de aanhef vervallen.

2. Het advies van het Belgisch Instituut voor Postdiensten en Telecommunicatie is vereist krachtens artikel 24 van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie. Op 29 maart 2007 heeft het Instituut een gunstig advies gegeven. In dat advies staat dat het betrekking heeft op een versie van de ontworpen tekst die dateert van 25 augustus 2006. Indien blijkt dat deze versie wijzigingen heeft ondergaan nadat ze aan het Instituut is overgezonden, dient de steller van het ontwerp het Instituut opnieuw om advies te verzoeken over het ontwerp van besluit zoals het is gewijzigd.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. HANSE, président de chambre;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, conseillers d'Etat;

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme L. VANCRAVEBECK, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

Le Greffier,
C. GIGOT.

Le Président,
Ph. HANSE.

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal fixant les modalités de versement des contributions et des rétributions concernant le service universel des communications électroniques

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment l'article 92, §5 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 29 mars 2007;

Vu l'avis 42.699/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007 ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Protection de la Consommation et de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° « Loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques ;

2° « Fonds » : le fonds pour le service universel, tel que prévu à l'article 92 de la loi ;

3° « Année considérée » : l'année civile durant laquelle une prestation de service universel est effectuée.

Art. 2. Au plus tard le 30 novembre de l'année qui suit l'année considérée, le fonds notifie à chaque opérateur le montant net correspondant à la différence entre la contribution qu'il doit verser au fonds et la rétribution qu'il doit recevoir du fonds.

Art. 3. Les opérateurs auxquels un montant net positif a été notifié conformément à l'article 2 versent leur contribution nette au fonds au plus tard le 31 décembre de l'année suivant l'année considérée, au numéro de compte bancaire qui leur a été communiqué à cet effet par le fonds.

Art. 4. Au plus tard le 1^{er} mars de l'année suivant la notification visée à l'article 2, le fonds verse aux opérateurs auxquels un montant net négatif a été notifié conformément à l'article 2 la rétribution nette correspondant à ce montant net négatif. A cet effet, chaque opérateur communique au fonds, au plus tard le 1^{er} décembre de l'année qui suit l'année considérée, le numéro de compte bancaire sur lequel les versements seront, le cas échéant, effectués.

Art. 5. Notre Ministre qui a les communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

Ph. HANSE, kamervoorzitter;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, staatsraden;

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. L. VANCRAVEBECK, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer P. LIENARDY.

De griffier,
C. GIGOT.

De voorzitter,
Ph. HANSE.

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de nadere regels voor de storting van de bijdragen en vergoedingen met betrekking tot de universele dienst inzake elektronische communicatie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op artikel 92, §5;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 29 maart 2007;

Gelet op advies 42.699/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Op de voordracht van Onze Minister van Consumentenzaken en van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « Wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « Fonds » : het fonds voor de universeledienstverlening, zoals bepaald in artikel 92 van de wet;

3° « Beschouwde jaar » : het kalenderjaar waarin een verrichting van universele dienst wordt gedaan.

Art. 2. Uiterlijk op 30 november van het jaar dat volgt op het beschouwde jaar deelt het fonds aan elke operator het nettobedrag mee dat overeenstemt met het verschil tussen de bijdrage die hij in het fonds moet storten en de vergoeding die hij van het fonds moet ontvangen.

Art. 3. De operatoren aan wie overeenkomstig artikel 2 een positief nettobedrag is meegedeeld, storten hun nettobijdrage in het fonds uiterlijk op 31 december van het jaar dat volgt op het beschouwde jaar, op het bankrekeningnummer dat daartoe door het fonds aan hen is meegedeeld.

Art. 4. Uiterlijk op 1 maart van het jaar dat volgt op de mededeling als bedoeld in artikel 2, stort het fonds aan de operatoren aan wie overeenkomstig artikel 2 een negatief nettobedrag is meegedeeld, de nettovergoeding die met dat negatieve nettobedrag overeenstemt. Daartoe deelt elke operator uiterlijk op 1 december van het jaar dat volgt op het beschouwde jaar, aan het fonds het bankrekeningnummer mee waarop in voorkomend geval de stortingen zullen worden verricht.

Art. 5. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de elektronische communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN